



**NATIONS  
UNIES**



**Convention sur la lutte  
contre la Désertification**

Distr.  
GÉNÉRALE

ICCD/COP(4)/11  
4 septembre 2001

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONFÉRENCE DES PARTIES

**RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SUR LES TRAVAUX DE SA  
QUATRIÈME SESSION, TENUE À BONN DU 11 AU 22 DÉCEMBRE 2000**

**PREMIÈRE PARTIE: DÉLIBÉRATIONS**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. ORGANISATION DE LA SESSION.....	1 - 14	3
A. Ouverture de la session.....	1 - 5	3
B. Élection du Président (Point 1 de l'ordre du jour).....	6 - 7	3
C. Participation.....	8	3
D. Déclarations liminaires et déclarations générales.....	9 - 14	3
II. QUESTIONS D'ORGANISATION.....	15 - 33	4
A. Adoption de l'ordre du jour (Point 3 de l'ordre du jour).....	15	4
B. Élection des membres du Bureau autres que le Président (Point 2 de l'ordre du jour).....	16 - 17	4
C. Organisation des travaux (Point 3 de l'ordre du jour).....	18	5
D. Constitution du Comité plénier (Point 3 de l'ordre du jour).....	19 - 20	5
E. Constitution du Groupe de travail spécial.....	21 - 24	5
F. Comité de la science et de la technologie.....	25 - 27	5
G. Participation.....	28 - 30	6
H. Admission d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales (Point 5 de l'ordre du jour).....	31 - 32	7
I. Documentation.....	33	8

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. PHRASE SPÉCIALE CONSACRÉE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION (Point 3 de l'ordre du jour) .....	34 - 35	8
IV. DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES ...	36 - 41	8
A. Décision prise directement en séance plénière .....	36	8
B. Décisions prises sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties.....	37	8
C. Décision prise sur la recommandation du Bureau .....	38	8
D. Décisions prises sur la recommandation du Comité plénier.....	39	9
E. Décisions prises sur la recommandation du Comité de la science et de la technologie .....	40	9
F. Programme et budget: Rapport sur l'état des fonds d'affectation spéciale en 2000 (Point 7 de l'ordre du jour) .....	41	10
V. CONCLUSION DE LA SESSION .....	42 - 45	10
A. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs .....	42	10
B. Date et lieu de la cinquième session de la Conférence des Parties.	43	10
C. Adoption du rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa quatrième session.....	44	10
D. Clôture de la session .....	45	10

Annexes

I. Résumés des déclarations faites à la cérémonie de bienvenue .....	11
II. Résumé des déclarations liminaires et des déclarations générales.....	12
III. Liste des orateurs (phase spéciale).....	14
IV. Résumé, établi par le Président, des déclarations faites au cours de la phase spéciale.....	21
V. Résumé des déclarations faites à la cérémonie de clôture .....	23
VI. Liste des documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quatrième session .....	24

## I. ORGANISATION DE LA SESSION

### A. Ouverture de la session

1. Le 11 décembre 2000, le Secrétaire exécutif du secrétariat de la Convention sur la lutte contre la désertification, M. Hama Arba Diallo, a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence des Parties et a fait une déclaration.
2. Des déclarations ont été faites par M. José Sarney Filho, Ministre d'État à l'environnement de la République du Brésil et Président de la troisième session de la Conférence des Parties ainsi que par M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale.
3. M. Johannes Rau, Président de la République fédérale d'Allemagne, et M<sup>me</sup> Bärbel Dieckmann, maire de Bonn, ont eux aussi souhaité la bienvenue aux participants.
4. On trouvera à l'annexe I le résumé des déclarations faites à la cérémonie de bienvenue.
5. La quatrième session de la Conférence des Parties, organisée en application de l'article 22 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, a été ouverte à Bonn (Allemagne) le 11 décembre 2000 par le Président de la troisième session de la Conférence des Parties, M. José Sarney Filho, Ministre d'État à l'environnement de la République du Brésil.

### B. Élection du Président (Point 1 de l'ordre du jour)

6. À sa 1<sup>re</sup> séance plénière, le 11 décembre, la Conférence a élu par acclamation M. Zamba Batjargal, chef de la délégation de Mongolie, Président de sa quatrième session.
7. À cette même séance, le Président a fait une déclaration.

### C. Participation

8. La session a réuni les représentants de 144 Parties à la Convention, les observateurs de 11 États non Parties à la Convention ainsi que les représentants de bureaux de l'ONU et d'organismes et institutions spécialisées des Nations Unies.

### D. Déclarations liminaires et déclarations générales

9. À la 2<sup>e</sup> séance plénière, le 12 décembre, le Secrétaire exécutif du secrétariat de la Convention sur la lutte contre la désertification a fait une déclaration.
10. À la même séance, des déclarations ont été faites par le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, le Président adjoint du Fonds international de développement agricole et le Secrétaire exécutif de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.
11. À la même séance également, le représentant du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le représentant du Directeur général de

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont fait des déclarations.

12. Toujours à la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants du Nigéria (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la France (au nom de l'Union européenne), du Chili (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), du Bénin (au nom du Groupe des États d'Afrique) et de la République arabe syrienne (au nom du Groupe des États d'Asie).

13. Le représentant du Groupe de travail allemand sur la désertification a fait une déclaration au nom de la communauté des organisations non gouvernementales.

14. On trouvera à l'annexe II le résumé des déclarations liminaires et des déclarations générales visées aux paragraphes 9 à 13.

## II. QUESTIONS D'ORGANISATION

### A. Adoption de l'ordre du jour

(Point 3 de l'ordre du jour)

15. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 12 décembre, la Conférence a adopté son ordre du jour tel qu'il figure dans le document ICCD/COP(4)/1.

### B. Élection des membres du Bureau autres que le Président

(Point 2 de l'ordre du jour)

16. La Conférence a élu par acclamation les membres ci-après du Bureau en tant que Vice-Présidents de la quatrième session, en sus du Président de la session et du Président du Comité de la science et de la technologie:

M. Abdallah Ghebalou (Algérie)

M. Jiri Hlavacek (République tchèque)

M. Carlos Humberto Salazar (El Salvador)

M<sup>me</sup> Ketevan Tsereteli (Géorgie)

M. Amadou Maïga (Mali)

M. Lennart Bondesson (Suède)

M<sup>me</sup> Theresia Adam (Suisse)

M. Farouk Adli (République arabe syrienne)

Vice-Président – Rapporteur: M. Philbert Brown (Jamaïque)

17. La Conférence a élu M. Olarewanju Smith (Canada) Président du Comité de la science et de la technologie.

C. Organisation des travaux  
(Point 3 de l'ordre du jour)

18. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 12 décembre, la Conférence a approuvé l'organisation des travaux proposée pour la session, telle qu'elle figure dans le document ICCD/COP(4)/1, annexe II, étant entendu que de légères modifications pourraient y être apportées au besoin.

D. Constitution du Comité plénier  
(Point 3 de l'ordre du jour)

19. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, la Conférence a décidé de constituer un comité plénier chargé d'examiner les questions en suspens sur lesquels la Conférence devait se prononcer.

20. À la même séance, sur la proposition du Président, la Conférence a élu M. Kabelo Mafura (Lesotho) Président du Comité plénier. M. Mafura sera également membre de droit du Bureau.

E. Constitution du Groupe de travail spécial

21. À sa troisième session, la Conférence des Parties, par sa décision 6/COP.3, a créé un groupe de travail spécial chargé de procéder à un examen et à une analyse approfondis des rapports présentés à ses troisième et quatrième sessions. Il est entendu par la Conférence que le Groupe de travail spécial est un organe subsidiaire de la Conférence des Parties.

22. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 14 décembre, la Conférence a élu M. Willem R. J. Van Cotthem, (Belgique) et M. Mohamed Mahmoud El-Ghaouth (Mauritanie) Coprésidents du Groupe de travail spécial. La Conférence a décidé, à titre exceptionnel, que ces deux Coprésidents seraient également membres de droit du Bureau.

23. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 15 décembre, le Groupe de travail spécial a élu par acclamation M. Mohammad Reza Jabbari (République islamique d'Iran), M. Octavio Pérez Pardo (Argentine) et M. Ogtay Jafarov (Azerbaïdjan) Vice-Présidents. M. Jafarov a également été désigné Rapporteur du Groupe de travail spécial.

24. Le Groupe de travail spécial a tenu neuf séances, du 15 au 21 décembre, et a adopté un rapport intérimaire sur ses travaux qui a été présenté à la Conférence des Parties pour examen. La Conférence des Parties a adopté ledit rapport à sa 12<sup>e</sup> séance, le 23 décembre.

F. Comité de la science et de la technologie

25. Le Comité de la science et de la technologie s'est réuni sous la présidence de M. Olarewanju Smith (Canada). Il a tenu sept séances, du 12 au 15 décembre 2000.

26. À ses 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances, les 12 et 13 décembre, le Comité a élu par acclamation M. Mebrahtu Iyassu (Érythrée), M. M. Nuruzzaman (Bangladesh), M. Rafael Obregon Vilorio (Mexique) et M. Valentin Sofroni (République de Moldova) Vice-Présidents.

27. Le Comité de la science et de la technologie a présenté un certain nombre de recommandations à la Conférence des Parties, qui s'est prononcée à leur sujet à sa 12<sup>e</sup> séance, le 23 décembre.

### G. Participation

28. Les représentants des 144 Parties ci-après à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ont participé à la quatrième session de la Conférence des Parties:

Afrique du Sud	Géorgie	Nouvelle-Zélande
Algérie	Ghana	Oman
Allemagne	Grèce	Ouganda
Angola	Grenade	Ouzbékistan
Antigua-et-Barbuda	Guatemala	Pakistan
Arabie saoudite	Guinée	Palaos
Argentine	Guinée-Bissau	Panama
Arménie	Guyana	Paraguay
Australie	Haïti	Pays-Bas
Autriche	Honduras	Pérou
Azerbaïdjan	Hongrie	Philippines
Bahreïn	Îles Cook	Portugal
Bangladesh	Îles Marshall	République arabe syrienne
Barbade	Inde	République centrafricaine
Belgique	Indonésie	République de Corée
Bénin	Iran (République islamique d')	République de Moldova
Bolivie	Irlande	République démocratique du Congo
Botswana	Islande	République démocratique populaire lao
Brésil	Israël	République dominicaine
Burkina Faso	Italie	République tchèque
Burundi	Jamahiriya arabe libyenne	République-Unie de Tanzanie
Cambodge	Jamaïque	Roumanie
Cameroun	Japon	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Canada	Jordanie	Rwanda
Cap-Vert	Kazakhstan	Sainte-Lucie
Chili	Kenya	Saint-Kitts-et-Nevis
Chine	Kirghizistan	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Chypre	Koweït	Sao Tomé-et-Principe
Colombie	Lesotho	Sénégal
Communauté européenne	Liban	Sierra Léone
Congo	Libéria	Soudan
Costa Rica	Luxembourg	Sri Lanka
Côte d'Ivoire	Madagascar	Suède
Cuba	Malawi	Suisse
Danemark	Mali	Surinam
Djibouti	Maroc	Swaziland
Égypte	Mauritanie	Tadjikistan
El Salvador	Mexique	Tchad
Émirats arabes unis	Monaco	Togo
Équateur	Mongolie	Trinité-et-Tobago
Érythrée	Mozambique	Tunisie
Espagne	Myanmar	Turkménistan
Éthiopie	Namibie	Turquie
Fidji	Népal	Uruguay
Finlande	Nicaragua	Venezuela
France	Niger	Yémen
Gabon	Nigéria	Zambie
Gambie	Norvège	Zimbabwe

29. Ont également assisté à la session en qualité d'observateurs les représentants des 11 États ci-après non Parties à la Convention:

Bahamas	Lettonie	Saint-Siège
États-Unis d'Amérique	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Thaïlande
Fédération de Russie	Pologne	Ukraine
Iraq	République slovaque	

Des observateurs de la Palestine ont également assisté à la session.

30. Les bureaux de l'ONU et les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ci-après étaient représentés:

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

Banque mondiale

Organisation météorologique mondiale (OMM)

H. Admission d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales  
(Point 5 de l'ordre du jour)

31. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, la Conférence a décidé d'accorder le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales énumérées dans le document ICCD/COP(4)/9 (annexe I).

32. À cette même séance plénière, la Conférence a également décidé d'accréditer les organisations non gouvernementales énumérées dans les documents ICCD/COP(4)/9 (annexe II) et ICCD/COP(4)/9/Add.1 (annexe).

## I. Documentation

33. On trouvera à l'annexe VI la liste des documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quatrième session.

### **III. PHASE SPÉCIALE CONSACRÉE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

(Point 3 de l'ordre du jour)

34. On trouvera à l'annexe III la liste des orateurs pour la phase spéciale consacrée à la mise en œuvre de la Convention.

35. Le résumé établi par le Président au sujet des travaux de la phase spéciale figure à l'annexe IV.

### **IV. DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

#### A. Décision prise directement en séance plénière

36. À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 14 décembre, la Conférence a pris la décision suivante:

1/COP.4 Procédures relatives à l'examen des rapports présentés aux troisième et quatrième sessions de la Conférence des Parties.

#### B. Décisions prises sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties

37. À sa 12<sup>e</sup> séance, la Conférence a adopté les décisions suivantes sur la recommandation de son Président:

2/COP.4 Rapport intérimaire du Groupe de travail spécial chargé de l'examen et de l'analyse approfondis des rapports présentés à la Conférence des Parties à ses troisième et quatrième sessions

4/COP.4 Programme et budget pour l'exercice biennal 2000-2001

9/COP.4 Collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial

22/COP.4 Date et lieu de la cinquième session de la Conférence des Parties

#### C. Décision prise sur la recommandation du Bureau

38. À sa 12<sup>e</sup> séance, la Conférence a adopté la décision suivante sur la recommandation du Bureau:

23/COP.4 Pouvoirs des représentants des Parties à la quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (ICCD/COP(4)/10)



D. Décisions prises sur la recommandation du Comité plénier

39. À sa 12<sup>e</sup> séance, la Conférence a adopté les décisions suivantes sur la recommandation du Comité plénier:

- 3/COP.4 Procédures d'examen de la mise en œuvre de la Convention
- 5/COP.4 Programme de travail de la Conférence des Parties
- 6/COP.4 Mécanisme mondial
- 7/COP.4 Adoption d'une annexe à la Convention concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Europe centrale et orientale
- 8/COP.4 Déclaration sur les engagements visant à renforcer l'exécution des obligations énoncées dans la Convention
- 19/COP.4 Étude de l'article 47 du règlement intérieur
- 20/COP.4 Règlement des questions concernant la mise en œuvre de la Convention, procédures d'arbitrage et de conciliation
- 21/COP.4 Rapport sur la troisième Table ronde interparlementaire

E. Décisions prises sur la recommandation du Comité de la science et de la technologie

40. À sa 12<sup>e</sup> séance, la Conférence a adopté les décisions suivantes sur la recommandation du Comité de la science et de la technologie:

- 10/COP.4 Examen et mise en œuvre des aspects scientifiques et technologiques des rapports nationaux
- 11/COP.4 Repères et indicateurs
- 12/COP.4 Connaissances traditionnelles
- 13/COP.4 Recensement et évaluation des réseaux, institutions, organismes et organes existants
- 14/COP.4 Systèmes d'alerte précoce
- 15/COP.4 Fichier d'experts indépendants
- 16/COP.4 Programme de travail du Comité de la science et de la technologie
- 17/COP.4 Amélioration de l'utilité et de l'efficacité du Comité de la science et de la technologie
- 18/COP.4 Évaluation de la dégradation des terres arides et Évaluation du millénaire portant sur l'écosystème

F. Programme et budget: Rapport sur l'état des fonds d'affectation spéciale en 2000  
(Point 7 c de l'ordre du jour)

41. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 12 décembre, le Comité plénier a pris note du rapport du secrétariat concernant l'état des fonds d'affectation spéciale en 2000.

**V. CONCLUSION DE LA SESSION**

A. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

42. À sa 12<sup>e</sup> séance plénière, la Conférence, après avoir examiné le rapport du Bureau de la quatrième session de la Conférence sur les pouvoirs des délégations (ICCD/COP(4)/10) ainsi que la recommandation qui y figurait, a approuvé le rapport.

B. Date et lieu de la cinquième session de la Conférence des Parties

43. À sa 12<sup>e</sup> séance plénière, la Conférence a adopté la décision 22/COP.4 relative à la date et au lieu de sa cinquième session, dont le texte figure dans la deuxième partie du présent rapport.

C. Adoption du rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa quatrième session

44. À sa 12<sup>e</sup> séance, la Conférence des Parties a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa quatrième session (ICCD/COP(4)/L.12). Elle a autorisé le Rapporteur à compléter ce rapport comme il convenait, avec le concours du secrétariat.

D. Clôture de la session

45. Les déclarations faites au cours de la cérémonie de clôture sont résumées à l'annexe V.

Annexe I

**RÉSUMÉS DES DÉCLARATIONS FAITES À LA CÉRÉMONIE  
DE BIENVENUE**

1. À la cérémonie de bienvenue à la quatrième session de la Conférence des Parties, le 11 décembre 2000, M. Hama Arba Diallo, Secrétaire exécutif du secrétariat de la Convention, a remercié les autorités allemandes de leur participation étroite à la préparation de la Conférence.
2. Il a rappelé les défis intéressant la Convention auxquels il a fallu faire face en 2000, notamment les diverses catastrophes naturelles qui ont touché la plupart des régions, et a présenté les activités entreprises par le secrétariat au niveau régional durant la période considérée.
3. M. Diallo a exhorté la Conférence des Parties à faire preuve de davantage de solidarité, comme le recommandait énergiquement la Convention, à l'ouverture de la phase suivante du processus, à savoir la mise en œuvre de programmes d'action pour lutter contre la désertification.
4. M. José Sarney Filho, Ministre brésilien de l'environnement, a souligné la nécessité impérieuse d'un changement qui viendrait équilibrer la production et la consommation compte tenu de la capacité de charge de l'environnement de la planète. Brossant le tableau pessimiste d'un environnement appauvri dans le contexte de la mondialisation, il a appelé à la mise en place d'un réseau de solidarité mondiale plus opérant. Il a également rappelé à la Conférence que l'efficacité de l'action publique dans le domaine social dépendait de son assise populaire.
5. M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-cinquième session, a souligné l'importance de la Convention, instrument centré sur les domaines où l'équilibre entre les besoins de l'homme et ceux des écosystèmes est le plus délicat et le plus difficile à réaliser. S'attardant spécialement sur la situation en Afrique, où la dégradation des sols frappe de plein fouet les populations les plus pauvres, il a fait observer que la coopération et le partenariat étaient au cœur de toute mesure concrète et sensée visant le développement durable.
6. Dans son allocution de bienvenue, M<sup>me</sup> Bärbel Dieckmann, maire de Bonn, a indiqué l'importance que la République fédérale d'Allemagne accordait aux travaux de la Conférence et a rappelé aux participants que, durant les années écoulées, la ville de Bonn avait intensifié ses activités dans le domaine de la coopération au service du développement.
7. Dans l'allocution qu'il a prononcée devant les participants à la Conférence, le Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Johannes Rau, a insisté sur le fait que les pays industrialisés du Nord se devaient d'adopter des modes de production et de consommation qui ne compromettent pas la possibilité, pour ceux qui vivent dans les autres régions du monde, de mener une vie convenable. Remerciant les pays représentés à la quatrième session de la Conférence des Parties de la décision qu'ils avaient prise trois ans auparavant d'établir le siège du secrétariat permanent de la Convention à Bonn, il a précisé que l'Allemagne était résolue à assumer ses responsabilités internationales.

Annexe II

**RÉSUMÉS DES DÉCLARATIONS LIMINAIRES ET  
DES DÉCLARATIONS GÉNÉRALES**

1. M. Hama Arba Diallo, Secrétaire exécutif de la Convention, a récapitulé les activités entreprises aux niveaux national, sous-régional et régional, et a signalé qu'une table ronde interparlementaire se tiendrait les 12 et 13 décembre 2000, parallèlement aux séances de la Conférence.
2. Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, le représentant du Nigéria a appelé au renforcement du Mécanisme mondial afin de permettre à cette instance de mener à bien son mandat; à la création d'une structure institutionnelle qui surveillerait la mise en œuvre de la Convention; et à la formulation d'une déclaration d'intentions assortie d'un calendrier et dont les résultats seraient mesurables.
3. Au nom de l'Union européenne, le représentant de la France a relevé, au niveau du fonctionnement du Comité de la science et de la technologie, certaines faiblesses qui se soldaient par des retards dans la mise en œuvre efficace de la Convention et a engagé le Comité à réorganiser ses procédures en les alignant sur son mandat.
4. Au nom de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le représentant du Chili a mis en relief la nécessité d'un appui financier et technique à l'élaboration des programmes d'action nationaux (PAN); d'une décision de la Conférence des Parties à sa quatrième session de financer les unités de coordination nationale par le budget du secrétariat; et d'initiatives précises, entreprises en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, le Fonds pour l'environnement mondial et les pays donateurs pour financer les programmes d'action régionaux et sous-régionaux.
5. Au nom du Groupe des États d'Afrique, le représentant du Bénin a demandé à la quatrième session de la Conférence des Parties de veiller à ce que la composition du Groupe de travail spécial créé lors de la troisième session reste non limitée et à ce que son existence ne soit pas un frein aux négociations visant à créer un comité chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention; à ce que les travaux se poursuivent pendant la période d'intersessions; et à ce que les conclusions et recommandations des différentes Parties et celles du Groupe de travail spécial soient intégrées dans une décision de la Conférence à sa cinquième session. Il s'est joint à l'appel lancé par le Groupe des 77 et de la Chine pour que soient confiées au FEM les fonctions de mécanisme financier temporaire de la Convention.
6. Au nom du Groupe des États d'Asie, le représentant de la République arabe syrienne a souligné la nécessité de combattre la désertification au niveau international afin de favoriser le développement.
7. Le représentant de l'Organisation météorologique mondiale a invité la Conférence des Parties à accorder une attention particulière aux activités suivantes, entre autres: création de mécanismes dynamiques d'alerte précoce en cas de sécheresse et renforcement de ceux qui existent déjà; définition de profils de vulnérabilité et évaluation globale des incidences sociales, économiques et écologiques sur la base d'indicateurs qui puissent être surveillés à mesure que

la sécheresse s'installe; et octroi de ressources techniques et financières aux pays les plus vulnérables.

8. Notant que le nombre des demandes de prestation du Mécanisme mondial était quelquefois monté en flèche, le représentant du Fonds international de développement agricole a dit que l'appui bilatéral à ce mécanisme avait été sporadique et insuffisant. Il a exhorté la Conférence des Parties à réaffirmer son attachement à soutenir le Mécanisme mondial et à veiller à ce qu'il lui soit alloué les ressources nécessaires à l'accomplissement efficace de ses tâches.

9. Le représentant du secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage a appelé à l'instauration de synergies à tous les niveaux, y compris au niveau national, entre les deux conventions.

10. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a insisté sur la nécessité de s'efforcer davantage de définir et de diffuser des pratiques agricoles qui, tout en étant simples et efficaces, intensifient la conservation des ressources et de la diversité biologique, la sécurité alimentaire et la stabilité sociale et améliorent les revenus et d'entreprendre et appliquer des réformes institutionnelles visant à donner aux populations locales un meilleur accès, entre autres, au microcrédit et aux marchés agricoles, assurant ainsi la sécurité alimentaire.

11. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a décrit, dans leurs grandes lignes, les initiatives prises par son organisation pour produire des matériaux didactiques sur la lutte contre la désertification ainsi que les études scientifiques qu'elle prévoyait d'entreprendre, notamment des travaux de recherche sur les connaissances traditionnelles.

12. Au nom de la communauté des organisations non gouvernementales accréditées auprès de la quatrième session de la Conférence des Parties, le Groupe de travail allemand sur la désertification s'est inquiété, notamment, du peu de participation de la société civile et a demandé une évaluation de cette participation; il s'est préoccupé également du peu de priorité qu'accordaient certains pays Parties touchés et leurs partenaires de développement à la désertification.

Annexe III

**LISTE DES ORATEURS (PHASE SPÉCIALE)**

M. Zamba Bartjargal

Président de la quatrième session de la Conférence des Parties

M. Hama Arba Diallo

Secrétaire exécutif du Secrétariat de la Convention sur la lutte contre la désertification

M<sup>me</sup> Bärbel Dieckmann

Maire de la ville de Bonn

M<sup>me</sup> Heidemarie Wieczorek–Zeul

Ministre fédéral de la coopération économique et du développement de l'Allemagne

M. Hama Amadou

Premier Ministre du Niger

M. Pakalitha Bethuel Massili

Premier Ministre du Lesotho

M. Imeh Okopido

Ministre d'État à l'environnement du Nigéria (au nom du Groupe des 77 et de la Chine)

M. Charles Josselin

Ministre délégué à la coopération de la France (au nom de l'Union européenne)

M. Fawzi H. Al–Sultan

Président du Fonds international de développement agricole

M. Ian Johnson

Vice–Président de la Banque mondiale

M. Michael Zammit Cutajar

Secrétaire exécutif du Secrétariat de la Convention–cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

M. Zedan Hamdala

Secrétaire exécutif du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

M. Eimi Watanabe

Administrateur assistant et Directeur du Bureau des politiques de développement du Programme des Nations Unies pour le développement

M. Ahmady Ould Hamady

Ministre de l'environnement et du développement rural de la Mauritanie

M. Georges Foulkes  
Ministre d'État au développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

M<sup>me</sup> Nino Chkhobadze  
Ministre de l'environnement et de la protection des ressources naturelles de la Géorgie

M. H. N. Ashequr Rahman  
Ministre de l'environnement et des forêts du Bangladesh

M. Luc-Marie C. Gnancadja  
Ministre de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme du Bénin

M. Hassan Maaouni  
Ministre des eaux et forêts du Maroc

M. Farouk Al-Adli  
Ministre d'État aux questions d'environnement de la République arabe syrienne

M. Abdel Raheem Okour  
Ministre des affaires municipales et rurales et de l'environnement de la Jordanie

M<sup>me</sup> Susan Waffa-Ogoo  
Secrétaire d'État à la pêche, aux ressources naturelles et à l'environnement de la Gambie

M. Hamid Kalantari  
Ministre adjoint à l'effort de reconstruction de la République islamique d'Iran

M. Valerio Calzolaio  
Ministre adjoint à l'environnement de l'Italie

M. Yucai Li  
Vice-Ministre, Administration d'État à la foresterie de la Chine

M. Len Good  
Président de l'Agence canadienne de développement international

M. Lazea Gheorghe  
Secrétaire général, Ministère des eaux, des forêts et de la protection de l'environnement de la Roumanie

M. Klaus Topfer  
Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement

M. Khamis bin Mubarak Al-Alawi  
Ministre des collectivités locales et de l'environnement d'Oman

M. Mamadou Lamine Ba  
Ministre de l'environnement du Sénégal

M. Roy D. Fanaurakis  
Ministre de l'agriculture et des coopératives du Swaziland

M. Kim Yong-Han  
Ministre adjoint des forêts de la République de Corée

M. Glenn Lindholm  
Directeur général du Département de la coopération internationale au développement de la Finlande

M. Henri-Philippe Cart  
Directeur général adjoint de l'Agence suisse pour la coopération en matière de développement

M. Nikolas Yasoglu  
Chef du Comité national de lutte contre la désertification de la Grèce

M. Wilber Dovey  
Directeur adjoint à l'environnement, Ministère des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande

M. Attalla Hamad Bashir  
Secrétaire exécutif de l'autorité intergouvernementale pour le développement

M. Kenneth King  
Directeur général adjoint du Fonds pour l'environnement mondial

M<sup>me</sup> Sigrun Mogedal  
Secrétaire d'État au développement international de la Norvège

M. Mohamed Mehdi Mlika  
Ministre Conseiller au développement durable de la Tunisie

M. Jiri Hlavacek  
Vice-Ministre de l'environnement de la République tchèque

M. Ali Bin Saad Altokhais  
Directeur général du Département de la mise en valeur des ressources en eau, Ministère de l'agriculture et des ressources en eau de l'Arabie saoudite

M. Torben Mailand Christensen  
Ambassadeur, Chef du Secrétariat à l'environnement et au développement durable du Danemark

M. Christan Falkowski  
Directeur des stratégies sectorielles, Direction générale du développement de la Commission européenne

M. Toshio Kunikata  
Ministre, Ambassade du Japon à Bonn



M. A. K. Kundra  
Secrétaire spécial au Ministère de l'environnement et des forêts de l'Inde

M. Mebrahtu Iyassu  
Directeur général du Département des ressources foncières et de la production culturale,  
Ministère de l'agriculture de l'Érythrée

M. Abdallah Ghebalou  
Directeur général du Département des forêts, Ministère de l'agriculture de l'Algérie

M. Kubanitchbek Kulov  
Directeur de l'Institut de recherche sur l'irrigation du Kirghizistan

M<sup>me</sup> I'o Tuakeu-Lindsay  
Directrice du Service de l'environnement des Îles Cook

M. Joachim Tappe  
Membre du Parlement allemand

M. Abraham Dukure  
Ambassadeur de la Guinée en Allemagne

M. Hien Fidele  
Ministre de l'environnement et de l'eau du Burkina Faso

M. Charles Goerens  
Ministre de la coopération et de l'action humanitaire, Ministre de l'environnement, Luxembourg

M. Koffi Santy Sany Adade  
Ministre de l'environnement et des ressources forestières du Togo

M. Davlatsho Gulmakhmadov  
Ministre, Comité d'État des ressources foncières du Tadjikistan

M. Laurence Kezimbira-Miyingo  
Ministre d'État aux ressources foncières, à l'eau et à l'environnement de l'Ouganda

M. Francisco Mabjaia  
Ministre adjoint, Ministère de l'environnement du Mozambique

M. G. C. Mkondiwa  
Secrétaire principal auprès du Ministre des ressources naturelles et des questions  
d'environnement du Malawi

M. Sylvestre Zidona  
Chef du Cabinet du deuxième Vice-Président du Burundi

M. Mohamed Amamou  
Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe

M. Abdel Gawad Gilani

Directeur du Département de l'exploitation des sols et des eaux, Centre arabe pour les zones arides et les terres sèches, au nom de la Ligue des États arabes

M. Salah Tahoun

Conseiller, Agence des questions d'environnement, Ministère de l'environnement de l'Égypte

M. Anatoly M. Ovchinnikov

Chef du Département de la coopération internationale de l'Ouzbékistan

M. Amadou Maiga

Conseiller technique auprès du Ministre de l'infrastructure, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'urbanisme du Mali

M. E. K. Mugurusi

Directeur du Département des questions d'environnement, République–Unie de Tanzanie

M. Caetano Inlchama

Premier Ministre de la Guinée–Bissau

M. Jan Pronk, Président de la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

M. Yousef Abousafief

Représentant de la Palestine

M. Masego Mphathi

Directeur de la production culturelle et des forêts du Botswana

M. Izhar Ibrahim

Ambassadeur de l'Indonésie en Allemagne

M. Adel El–Bettagy

Directeur général du Centre international de recherche agronomique dans les régions sèches

M<sup>me</sup> Serap Kuleli

Directrice générale du Département de la protection de l'environnement, Ministère de l'environnement de la Turquie

M. Koum Saron

Directeur général, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Cambodge

M. Lennart Hjelmaker

Ambassadeur de la Suède au Zimbabwe

M. San Thein

Ambassadeur du Myanmar en Allemagne

M. George Nipah  
Ambassadeur du Ghana en Allemagne

M<sup>me</sup> Bintu Malloum  
Ambassadrice du Tchad en Allemagne

M. Ahmed Gaafer  
Ambassadeur du Soudan en Allemagne

M. Uriel Safriel  
Centre national de liaison pour la Convention, Israël

M<sup>me</sup> Mariam Cisse  
Secrétaire exécutive du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

M. A. H. N. Jayasekera  
Secrétaire supplémentaire, Ministère des forêts et de l'environnement du Sri Lanka

M. Oumar Aw  
Directeur du Groupe de l'environnement et du développement durable de la Banque africaine du développement

M. Thongsoune Bouthasaisol  
Responsable principal, Secrétariat permanent du Ministre de l'agriculture et des forêts de la République démocratique populaire lao

M. Ahmed M. S. Hadassah  
Directeur des programmes des Nations Unies, Département des organisations internationales du Yémen

M<sup>me</sup> Patricia Hajabakiga  
Secrétaire générale, Ministère des ressources foncières, de la réinstallation et de la protection de l'environnement du Rwanda

M<sup>gf</sup> Frank Dewane  
Saint-Siège

M. Carlos Valarezo Manosalvas  
Centre national de liaison pour la Convention, Équateur

M. Isaac Ngewakl Soaladaob  
Chef de la Division des relations étrangères, Palaos

M<sup>me</sup> Yumi Crisostomo  
Responsable principale du Département des changements climatiques/négociations internationales des Îles Marshall

M. Peter Raka  
Chargé d'affaires de l'Ambassade de Papouasie–Nouvelle–Guinée à Bonn

M. Foday Bojang

Fonctionnaire principal, Organisation de l'Unité africaine

M. Marcel Boisard

Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

M. Lev Komlev

Économiste (hors classe), Bureau de Coordonnateur spécial pour les pays les moins avancés,  
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

M. Muftah Unis

Secrétaire général de l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection

M. Kalimullah Shirazi

Secrétaire adjoint, Ministère de l'environnement, de l'administration locale et du développement rural du Pakistan

M<sup>me</sup> Nathalie Tingueri

Fondation des Amis de la Terre (Naturama)

Annexe IV

**RÉSUMÉ, ÉTABLI PAR LE PRÉSIDENT, DES DÉCLARATIONS FAITES  
AU COURS DE LA PHASE SPÉCIALE**

1. Pendant deux jours, les participants aux travaux de la phase de haut niveau ont présenté la contribution de leur pays ou de leur organisation à la mise en œuvre efficace de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Les débats ont été rehaussés par la présence d'un grand nombre de ministres et de hauts responsables gouvernementaux ainsi que des chefs exécutifs du PNUE, du FIDA et du FEM et de représentants d'organisations interrégionales, régionales ou autres.
2. Dans son allocution d'ouverture, le Président de la Conférence, M. Bartjargal, a déclaré que la Convention pourrait améliorer considérablement les conditions de vie dans les pays touchés.
3. M. Diallo, Secrétaire exécutif de la Convention, a appelé à un examen approfondi des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention.
4. Dans un message adressé à la Conférence, M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, a engagé les donateurs à mobiliser des ressources en quantité suffisante en faveur des pays en développement touchés.
5. M<sup>me</sup> Bärbel Dieckmann, maire de Bonn, a préconisé un travail en réseau et un effort de collaboration, seuls moyens, selon elle, de combattre efficacement la désertification.
6. Les représentants des pays en développement touchés ont décrit, dans leur déclaration, leurs efforts nationaux de lutte contre la désertification, notamment l'élaboration de programmes d'action nationaux. Ils ont fait état des principales difficultés qui entravent la mise en œuvre de la Convention dans ces régions et ont lancé un appel pour que soit renforcée la coopération avec leurs principaux partenaires de développement.
7. Les participants ont soulevé d'autres points:
  - Ils ont demandé l'ouverture d'un guichet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) afin de financer la mise en œuvre de la Convention;
  - Ils ont engagé l'Organisation mondiale du commerce à prendre en considération les problèmes qui touchent l'Afrique;
  - Ils ont exposé les raisons pour lesquelles les pays pauvres sont dans l'incapacité de s'attaquer à la désertification: dépérissement des ressources du développement, impact négatif de la mondialisation et tendances des marchés internationaux des produits de base;
  - Ils ont adjuré le secrétariat de la Convention de les soutenir au nom de la justice environnementale.

8. Dans leur exposé, les pays développés ont décrit l'appui qu'ils fournissaient aux pays et régions en développement touchés.

9. Les Parties ont entendu également M. Joachim Tappe, membre du Parlement allemand, qui a présenté la déclaration adoptée lors de la table ronde interparlementaire en ce qui concernait la mise en œuvre de la Convention. Les participants ont pris note avec satisfaction de la déclaration des parlementaires.

Annexe V

**RÉSUMÉ DES DÉCLARATIONS FAITES À LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE**

1. Le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Hama Arba Diallo, a déclaré que la Conférence des Parties avait réussi, à sa quatrième session, à adopter des conclusions tendant à promouvoir la mise en œuvre de la Convention, et a relevé que les résultats auxquels était parvenu le Groupe de travail spécial avaient répondu à l'attente des Parties. Il a fait ressortir d'autres acquis dont, dans la nouvelle annexe concernant la mise en œuvre, la déclaration, les propositions relatives à l'amélioration des travaux du Comité de la science et de la technologie et la décision concernant le FEM et la manière d'élargir l'accès à cet organe afin d'aider les pays à mettre en œuvre la Convention.
2. Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, le Nigéria a remercié le Président de la Conférence, le Bureau, le Secrétaire exécutif, le secrétariat et les délégués. Il a mis en évidence les mesures à prendre pour aider les pays touchés ainsi que la nécessité d'un financement nouveau et supplémentaire et de sources de financement régulières et prévisibles.
3. Le Président de la Conférence a fait ressortir les aspects positifs de ces deux semaines de réunions et a exprimé son attachement à faire de la Convention un outil permettant de changer le sort des populations vivant dans les zones touchées.

Annexe VI

**LISTE DES DOCUMENTS DONT LA CONFÉRENCE DES PARTIES  
ÉTAIT SAISIE À SA QUATRIÈME SESSION**

<u>Cote du document</u>	<u>Titre ou description</u>
ICCCD/COP(4)/1	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
ICCD/COP(4)/2	Programme et budget pour l'exercice biennal 2000-2001
ICCD/COP(4)/2/Add.1	Programme et budget: a) Nécessité, modalités, coût et faisabilité d'unités de coordination régionale
ICCD/COP(4)/2/Add.2	Programme et budget: b) Proposition concernant les moyens d'améliorer le processus de budgétisation et d'établissement des états financiers
ICCD/COP(4)/2/Add.3	Programme et budget: c) Rapport sur l'état des fonds d'affectation spéciale de la Convention en 1999
ICCD/COP(4)/2/Add.3/Corr.1	Programme and budget: c) Performance report of the Convention's trust funds in 1999
ICCD/COP(4)/2/Add.3/Corr.2	Programme et budget: c) Rapport sur l'état des fonds d'affectation spéciale de la Convention en 1999
ICCD/COP(4)/2/Add.4	Programme et budget: d) Rapport sur l'état du fonds d'affectation spéciale pour les activités supplémentaires de la Convention pour 1999
ICCD/COP(4)/2/Add.5(A)	Programme et budget: e) États financiers vérifiés des fonds d'affectation spéciale de la Convention pour 1999
ICCD/COP(4)/2/Add.5(B)	Programme and budget: e) Audited financial statements for the Convention's trust funds in 1999
ICCD/COP(4)/2/Add.6	Programme et budget: f) Rapport sur l'état des fonds d'affectation spéciale de la Convention pour l'exercice biennal 2000-2001 au 30 juin 2000
ICCD/COP(4)/2/Add.7	Programme et budget: g) Rapport sur l'état du fonds d'affectation spéciale pour les activités supplémentaires de la Convention pour l'exercice biennal 2000-2001 au 30 juin 2000
ICCD/COP(4)/2/Add.8	Programme and budget: h) Report on the status of contributions to the Convention's trust funds for the biennium 2000-2001 as of 12 December 2000
ICCD/COP(4)/3	Mise en œuvre de la Convention: Examen de la mise en œuvre de la Convention, y compris l'appui aux programmes d'action régionaux



<u>Cote du document</u>	<u>Titre ou description</u>
ICCD/COP(4)/3/Add.1(A)	Implementation of the Convention: a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; b) Review on the report of progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa
ICCD/COP(4)/3/Add.1(B)	Implementation of the Convention: a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; b) Review on the report of progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa
ICCD/COP(4)/3/Add.1(C)	Implementation of the Convention: a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; b) Review on the report of progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa
ICCD/COP(4)/3/Add.1(D)	Mise en œuvre de la Convention: a) Examen des rapports des pays touchés Parties de régions autres que l'Afrique sur la mise en œuvre de la Convention, notamment sur le processus participatif et sur l'expérience acquise et les résultats obtenus dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution des programmes d'action nationaux; b) Examen du rapport sur les progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution de programmes d'action sous-régionaux et régionaux dans des régions autres que l'Afrique.  Première partie: synthèse des renseignements contenus dans les rapports nationaux des pays asiatiques touchés Parties Deuxième partie: progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution de programmes d'action sous-régionaux et régionaux en Asie

Cote du document

Titre ou description

ICCD/COP.4/3/Add.2(A)

Implementation of the Convention: a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; b) Review on the report of progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa

Compilation of summaries of reports submitted by de Latin American and the Caribbean country Parties

ICCD/COP.4/3/Add.2(B)

Implementation of the Convention: a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; b) Review on the report of progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa

Compilation of summaries of reports submitted by de Latin American and the Caribbean country Parties

ICCD/COP(4)/3/Add.2(C)

Implementation of the Convention: (a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; (b) Review of the report on progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa

Compilation of summaries of reports submitted by the Latin American and the Caribbean country Parties

ICCD/COP(4)/3/Add.2(D)

Mise en œuvre de la Convention: a) Examen des rapports des pays touchés Parties de régions autres que l'Afrique sur la mise en œuvre de la Convention, notamment sur le processus participatif et sur l'expérience acquise et les résultats obtenus dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution des programmes d'action nationaux; b) Examen du rapport sur les progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution de programmes d'action sous-régionaux et régionaux dans des régions autres que l'Afrique

Cote du document

Titre ou description

Première partie: Synthèse des renseignements contenus dans les rapports nationaux des pays touchés Parties d'Amérique latine et des Caraïbes

Deuxième partie: Progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution des programmes d'action sous-régionaux et régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes

ICCD/COP(4)/3/Add.3(A)

Implementation of the Convention: (a) Review of reports on implementation of affected country Parties of regions other than Africa, including on the participatory process, and on experience gained and results achieved in the preparation and implementation of national action programmes; (b) Review of the report on progress made in the formulation and implementation of subregional and regional action programmes in regions other than Africa

Compilation of summaries of reports submitted by Northern Mediterranean and other affected country Parties

ICCD/COP(4)/3/Add.3(B)

Mise en œuvre de la Convention: a) Examen des rapports des pays Parties touchés de régions autres que l'Afrique sur la mise en œuvre de la Convention, notamment sur le processus participatif, l'expérience acquise et les résultats obtenus dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution des programmes d'action nationaux; b) Examen du rapport sur les progrès réalisés dans l'élaboration et l'exécution de programmes d'action sous-régionaux et régionaux dans les régions autres que l'Afrique

Première partie: Synthèse des informations contenues dans les rapports des pays Parties touchés de la méditerranée septentrionale et des autres pays Parties touchés

Deuxième partie: Progrès accomplis pour ce qui est de l'annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour la méditerranée septentrionale

ICCD/COP(4)/3/Add.4

Implementation of the Convention: (c) Review of reports by developed countries on measures taken to assist in the preparation and implementation of action programmes of affected country Parties of regions other than Africa, including information on financial resources they have provided, or are providing, under the Convention

<u>Cote du document</u>	<u>Titre ou description</u>
	Part one: Compilation of summaries of reports submitted by developed country Parties  Part two: Synthesis of reports submitted by developed country Parties
ICCD/COP(4)/3/Add.5	Mise en œuvre de la Convention: d) Examen des renseignements fournis par les organes, fonds et programmes du système des Nations Unies, ainsi que par d'autres organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales sur leurs activités à l'appui de l'élaboration et de l'exécution des programmes d'action dans le cadre de la Convention; e) Examen des informations disponibles sur le financement de la mise en œuvre de la Convention par les organisations et institutions multilatérales, y compris sur les activités du Fonds pour l'environnement mondial se rapportant à la désertification et relevant de ses quatre principaux domaines d'action, comme spécifié au paragraphe 2 b de l'article 20 de la Convention
ICCD/COP(4)/3/Add.5(A)	Mise en œuvre de la Convention: d) Examen des renseignements fournis par les organes, fonds et programmes pertinents du système des Nations Unies, ainsi que par d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, sur leurs activités à l'appui de l'élaboration et de l'exécution des programmes d'action dans le cadre de la Convention; e) Examen des informations disponibles sur le financement de la mise en œuvre de la Convention par les organisations et institutions multilatérales, y compris sur les activités du Fonds pour l'environnement mondial se rapportant à la désertification et relevant de ses quatre principaux domaines d'action, comme spécifié au paragraphe 2 b de l'article 20 de la convention
ICCD/COP(4)/3/Add.6	Mise en œuvre de la Convention: g) Examen du rapport du secrétariat et du Mécanisme mondial sur leur rôle et les résultats obtenus dans la facilitation de processus consultatifs en vue de la négociation et de la conclusion d'accords de partenariat reposant sur les programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux
ICCD/COP(4)/3/Add.7	Études de procédures ou de mécanismes institutionnels supplémentaires pour aider la Conférence des Parties à faire régulièrement le point sur la mise en œuvre de la Convention

<u>Cote du document</u>	<u>Titre ou description</u>
ICCD/COP(4)/3/Add.7(A)	Étude de procédures ou de mécanismes institutionnels supplémentaires pour aider la Conférence des Parties à faire régulièrement le point sur la mise en œuvre de la Convention
ICCD/COP(4)/3/Add.8	Étude d'une nouvelle annexe à la Convention concernant la mise en œuvre au niveau régional, aux fins de son adoption
ICCD/COP(4)/3/Add.9	Consideration of a draft declaration on the commitments to enhance the implementation of the obligations of the Convention
ICCD/COP(4)/4	Examen, en application du paragraphe 2 d de l'article 22 de la Convention, du rapport sur les politiques, modalités de fonctionnement et activités du Mécanisme mondial et formulation de directives à son intention
ICCD/COP(4)/4/Add.1(A)	Examen, en application du paragraphe 2 d de l'article 22 de la Convention, du rapport sur les politiques, modalités de fonctionnement et activités du Mécanisme mondial et formulation de directives à son intention
ICCD/COP(4)/4/Add.1(B)	Review, pursuant to article 22, paragraph 2 d, of the Convention, of the report on policies, operational modalities and activities of the Global Mechanism, and the provision of guidance to it
ICCD/COP(4)/4/Add.2	Examen, en application du paragraphe 2 d de l'article 22 de la Convention, du rapport sur les politiques, modalités de fonctionnement et activités du mécanisme mondial et formulation de directives à son intention
ICCD/COP(4)/5 et Corr.1	Tenue à jour du fichier d'experts
ICCD/COP(4)/5/Add.1	Maintenance of the roster of experts
ICCD/COP(4)/5/Add.1/Corr.1	Maintenance of the roster of experts
ICCD/COP(4)/6	Examen des activités visant à promouvoir l'établissement de liens et à renforcer les liens déjà noués avec les autres conventions pertinentes ainsi qu'avec les organisations, institutions et organismes internationaux compétents
ICCD/COP(4)/7	Questions en suspens – Examen de l'article 47 du règlement intérieur

<u>Cote du document</u>	<u>Titre ou description</u>
ICCD/COP(4)/8	Questions en suspens – Étude de procédures et de mécanismes institutionnels pour résoudre les questions concernant la mise en œuvre de la Convention en application de son article 27, en vue de décider de la démarche à suivre en la matière – Étude d'annexes définissant des procédures d'arbitrage et de conciliation en application des paragraphes 2 a et 6 de l'article 28 de la Convention
ICCD/COP(4)/9 et Add.1	Accreditation of intergovernmental and non-governmental organizations, admission of observers
ICCD/COP(4)/10	Pouvoirs des délégations
ICCD/COP(4)/CST/1	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
ICCD/COP(4)/CST/2	Les connaissances traditionnelles
ICCD/COP(4)/CST/3 et Add.1	Recensement et évaluation des réseaux, institutions, organismes et organes existants
ICCD/COP(4)/CST/4	Systèmes d'alerte précoce
ICCD/COP(4)/CST/5 et Corr.1	Synthèse des informations scientifiques et techniques, notamment sur les repères et les indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis et l'évaluation de ceux-ci, contenues dans les rapports reçus des pays Parties pour examen par le Comité de la science et de la technologie
ICCD/COP(4)/INF.1	Dispositions relatives à la quatrième session de la Conférence des Parties – Renseignements préliminaires à l'intention des participants
ICCD/COP(4)/INF.2	Status of ratification of the United Nations Convention to Combat Desertification
ICCD/COP(4)/INF.3	Directory of focal points for the United Nations Convention to Combat Desertification
ICCD/COP(4)/INF.4	List of participants
ICCD/COP(4)/INF.5	Latin American and the Caribbean first national report database
ICCD/COP(4)/INF.6	Évaluation de l'état de la dégradation des sols dans les terres arides, semi-arides et subhumides sèches
ICCD/COP(4)/INF.7	Rapport du bureau du Comité de la science et de la technologie

<u>Cote du document</u>	<u>Titre ou description</u>
ICCD/COP(4)/INFORMAL.1	Déclaration des parlementaires
ICCD/COP(4)/AHWG/1 et Add.1	Summaries of reports submitted by selected African country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/2	Summaries of reports submitted by selected Asian country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/2/Add.1	Summaries of reports submitted by affected Asian country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/2/Add.2	Summaries of reports submitted by affected Asian country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/2/Add.3	Summaries of reports submitted by affected Asian country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/3	Summaries of reports submitted by selected Latin American and the Caribbean country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/3/Add.1	Summaries of reports submitted by affected Latin American and the Caribbean country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/3/Add.2	Summaries of reports submitted by affected Latin American and the Caribbean country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/4	Summaries of reports submitted by selected Northern Mediterranean and other affected country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/4/Add.1	Summaries of reports submitted by Northern Mediterranean and other affected country Parties
ICCD/COP(4)/AHWG/5	Groupe de travail spécial chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention – Ordre du jour provisoire et annotations
ICCD/COP(4)/AHWG/INF.1	Dispositions relatives à la réunion intersessions du Groupe de travail spécial – Renseignements préliminaires à l'intention des participants

-----